



Programme de Licence en Science Politique (LSP) 120 crédits

100% en ligne ou à distance et les cours commencent mensuellement

La direction de programme reconnaît les acquis de connaissances ou compétences à la maîtrise sous la forme d'équivalence ou de dispense d'activités de formation, dans la mesure où ils sont liés aux objectifs de formation du doctorat.

Programme et contenu

Licence en Science Politique

Introduction

Le département de sciences politiques vise essentiellement à offrir la meilleure éducation universitaire possible en sciences politiques. Cette éducation doit profiter avant tout. La qualité de l'enseignement doit être telle que les meilleurs étudiants seront acceptés dans n'importe quel programme d'études supérieures au monde.

Les spécialistes en sciences sociales s'efforcent de comprendre et d'analyser le comportement humain. Dans leur étude de la société, ils font des propositions normatives et positives. Les propositions normatives portent sur ce qui, selon nous, devrait être. Elles peuvent s'énoncer sous la forme de jugements de valeurs reliés aux systèmes philosophiques, culturels et religieux. Les propositions positives, quant à elles, portent sur des faits concrets. Elles sont vérifiables empiriquement. On peut, par exemple, prévoir avec succès le comportement d'un groupe nombreux grâce à la « loi » statistique des grands nombres, qui stipule que les irrégularités dans le comportement individuel ont tendance à s'annuler mutuellement et que les régularités se manifestent dans les observations répétées.

La maîtrise de la langue et la capacité de rédiger sont des exigences fondamentales pour ceux qui étudient les sciences sociales. On encourage donc les étudiants à profiter au maximum de toutes les occasions possibles qui s'offrent à eux, y compris des services du Centre d'écriture, pendant les deux premières années d'études pour s'améliorer dans ces domaines.

Les cours de sciences politiques portent sur un vaste éventail de problèmes sociaux intérieurs et internationaux aux répercussions politiques souvent fortes ramifiées.

Droit international : Le droit international recouvre deux types de règles :

Le droit international public régit les relations entre les sujets de ce système juridique, qui sont les États, les organisations internationales. Les sources conventionnelles de ce droit sont les traités et les

conventions. Les sources extraconventionnelles sont la coutume internationale, les principes généraux du droit, la jurisprudence et la doctrine des publicistes les plus qualifiés.

Le droit international peut être divisé en deux catégories : le droit international public et le droit international privé qui régit les relations entre les personnes de nationalité différente. Lorsqu'on parle simplement de droit international, il s'agit habituellement du droit international public.

La diplomatie est la conduite de négociations et de reconnaissances diplomatiques entre les personnes, les groupes ou les nations en réglant un problème sans violence. Utilisée formellement, elle se rapporte habituellement à la diplomatie internationale, la conduite des relations internationales par l'entremise (habituellement) de diplomates professionnels.

Une distinction importante existe entre la diplomatie et la politique étrangère, même si elles sont étroitement liées, complémentaires et indispensables l'une à l'autre.

La politique étrangère correspond aux choix stratégiques et politiques des plus hautes autorités de l'État. En France, elle relève du chef de l'État, du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères et européennes.

La diplomatie est la mise en œuvre de la politique étrangère par l'intermédiaire des diplomates.

Objectifs

- Les matières enseignées portent sur les disciplines fondamentales du droit international et des relations internationales. Elles constituent la base de toute formation en droit international et préparent à toute carrière internationale.
- Il s'agit d'abord de connaître et de raisonner sur les principes fondamentaux du droit international public et privé.
- Ces outils intellectuels permettent de traiter ensuite les grandes questions des relations internationales contemporaines :
 - En premier lieu, les rapports économiques et financiers, le commerce international, le droit économique dans ses aspects institutionnels (FMI, Banque Mondiale) et matériels (échanges de marchandises, fourniture de services, circulation de capitaux).
 - En second lieu, les modes d'organisation de la société internationale moderne et le règlement des différends.
 - En troisième lieu, les développements nouveaux du droit international et des relations internationales : droit pénal international, environnement et développement durable.
 - Enfin, le cadre historique et géopolitique des relations internationales et l'indispensable complément d'une formation à vocation internationale

Compétences acquises

- Connaissances :
 - Droit international approfondi : aspects du droit international général (sources, compétences, sanction, rapports droit interne droit international)

- Evolution des structures diplomatiques : histoire de la diplomatie
- Droit international de la propriété industrielle et commerciale
- Droit international des organisations internationales
- Financements internationaux
- Analyse des techniques et documents diplomatiques
- Droit et pratique des contrats internationaux ; arbitrage commercial, fiscalité internationale
- Modes de règlement des différends
- Géopolitique (analyse des risques internationaux)
- Histoire des relations internationales
- Principes du droit international privé
- Droit du commerce international
- Droit pénal international
- Droit international économique
- Problèmes diplomatiques contemporains
- Energie, environnement et développement durable
- Connaître les mécanismes juridiques des financements et investissements internationaux
- Langues en particulier l'anglais des affaires
- Savoir-faire :
 - Etre capable d'expertiser des questions nationales et internationales
 - Respecter la déontologie professionnelle et la confidentialité des affaires
 - Etre capable de négocier et d'argumenter
 - Assurer une veille juridique nationale et internationale
 - Assister et conseiller des décideurs sur des questions économiques et juridiques internationales

Formation à Distance

Ce programme peut être suivi entièrement à distance. Une formule qui offre toute la souplesse que vous souhaitez pour concilier les études avec les autres sphères de votre vie.

Exigences linguistiques

Connaissance du français

Une excellente maîtrise de la langue française écrite et parlée est exigée pour la poursuite de ce programme. Afin de s'assurer de cette maîtrise, la direction de programme applique la Politique

sur les exigences du français de la Faculté des sciences de l'éducation. La direction de programme peut évaluer le niveau de français d'un candidat à l'aide d'un test reconnu, d'échanges de courriels, de conversations téléphoniques ou par Internet.

Connaissance de l'anglais

Même si la connaissance de l'anglais n'est pas une condition d'admission, la réussite de ce programme d'études est liée à la capacité de l'étudiant à comprendre des textes en anglais. Compte tenu du nombre considérable d'ouvrages publiés en anglais, l'étudiant qui ne comprend pas suffisamment cette langue pourrait éprouver des difficultés dans ses études. L'étudiant doit s'informer, au moment de son inscription, des exigences linguistiques liées à ses cours et à ses travaux de recherche, s'assurer d'avoir une bonne compréhension de l'anglais et, si nécessaire, prendre des mesures pour améliorer son niveau d'anglais en cours de formation.

Venue pédagogique dynamique

Le programme met l'accent sur le développement de compétences et d'aptitudes telles que la communication, la prise de décision, le travail en équipe, l'autonomie, l'utilisation des nouvelles technologies, la responsabilité sociale et l'ouverture sur le monde. Il propose une variété de méthodes d'apprentissage : analyses de cas, débats, présentations orales, simulations, travaux pratiques et bien d'autres.

Sélection

La direction du département linguistique et du programme étudie chaque demande d'admission lorsque le dossier est complet, en tenant compte de l'ensemble des documents constituant celui-ci. La direction se réserve le droit d'exiger une entrevue ou un test de français. Le fait de satisfaire aux exigences d'admission n'entraîne pas automatiquement l'admission. La direction de programme prend en considération la préparation antérieure du postulant, l'ensemble de son dossier ainsi que les ressources disponibles.

La direction de programme peut prononcer une offre d'admission définitive, conditionnelle ou encore refuser la candidature. Dans ce dernier cas, elle informe le candidat des raisons de son refus.

Conditions d'admission

Pour être admis à ce programme, le candidat doit :

- ✓ Être titulaire d'un BAC II ou un diplôme en administration des affaires ou d'une licence avec majeure ou mineure en entreprise ou d'un diplôme préparant adéquatement aux études qu'il veut entreprendre, ou bien attester d'une formation jugée équivalente ;
- ✓ Le candidat a obtenu une moyenne de cheminement ou de diplomation égale ou supérieure à 2,00 sur 4,00 ;
- ✓ Avoir un diplôme équivalent d'une institution reconnue ;

- ✓ La maîtrise du français ou anglais écrit et parlé est donc essentielle ;
- ✓ Présenter la preuve d'une expérience administrative d'au moins une année.

Le candidat doit annexer à sa demande d'admission :

- ✓ Formulaire d'admission et les frais d'inscription + badge (\$110 US) ;
- ✓ Carte de vote, passeport ou autre issue de l'état.
- ✓ Deux photos ;
- ✓ Groupe sanguin
- ✓ Original et deux copie de votre diplôme (licence) ;
- ✓ Original de relevés de note de toutes institutions reconnues fréquentés ;
- ✓ Curriculum vitae ;
- ✓ Deux lettres de recommandation (1 académique et 1 professionnelle sou pli cacheté) ;
- ✓ Une lettre de motivation (demander l'instruction) ;
- ✓ Contrat de permutation (deux ans au cours et/ou après votre étude) ;
- ✓ Présenter la preuve de capacité financière à payer le programme ;
- ✓ Un examen de synthèse peut être exigé.
- ✓ Passer une entrevue avec le conseil académique (point culminant)

Modes de paiement

Quel que soit le lieu de résidence du candidat qui dépose sa demande d'admission en ligne, le paiement par carte de crédit est fortement recommandé (American Express Visa ou MasterCard).

Le candidat peut :

- réussir le programme du premier cycle en Droit International et Diplomatie.

PLAN DE FORMATION

Note 1 : *Des cours similaires peuvent être octroyés sans l'avis de l'étudiant selon la discrétion du département académique mais toujours aux intérêts de l'étudiant en question.*

Note 2 : *Quel que cours peuvent être présenter sous forme de séminaire selon la discrétion du Département Académique.*

Licence en Droit International et Diplomatie : Liste et description des Cours

Crédits

SEMESTRE I		22
SEM101	Séminaire : Orientation et Présentation de matérielles de la Méthodologie de la recherche en droit	1-credits
REC103	Méthodes de recherche en sciences politiques	3-credits
DRT103	Introduction au Droit	3-Credits
DRT 113	Introduction à la Science Politique	3-Credits
DRT 123	Introduction à l'Economie	3-Credits
SOC133	Sociologie	3-Credits

FRA143	Français I	3-Credits
DRT133	Histoire des sciences politique	3-Credits
	SEMESTRE II	23
ANG153	Anglais I	3-Credits
PHL163	Philosophie	3-Credits
DRT 173	Anthropologie Général	3-Credits
SEM102	Séminaire :	2-Credits
DRT 183	Droit des affaires I	3-Credits
HST183	Culture Générale	3-Credits
DRT 193	Initiation à l'administration publique	3-Credits
DRT203	Droit Constitutionnel	3-Credits
	SEMESTRE III	22
DRT213	Histoire Economique et Sociale	3-Credits
DRT 223	Protocole I	3-Credits
DRT233	Politiques et Sociales en Haïti	3-Credits
DRT243	Relations Publiques	3-Credits
FRA243	Français II	3-Credits
DRT253	Politiques et Sociales en Haïti	3-Credits
FPI253	Fonction Publique Internationale	3-Credits
ANG253	Anglais II	3-Credits
CAS202	Étude de Cas	2-Credits
	SEMESTRE IV	23
DRT263	Droit des affaires et gouvernance	3-Credits
SEM302	Séminaire :	2-Credits
DRT263	Droit des affaires et gouvernance	3-Credits
DRT273	Relations Internationales	3-Credits
DRT 283	Droit International Public	3-Credits
DRT293	Gestion des Ressources Humaines	3-Credits
DRT 303	Droit des affaires II	3-Credits
DRT313	Droits humains dans le système mondial	3-Credits
	SEMESTRE V	23
DRT323	Economie Internationale	3-Credits

DRT333	Organisations Internationales	3-Credits
DRT343	Introduction à la Politiques I	3-Credits
DRT 353	Droit des libertés fondamentales	3-Credits
DRT 363	Introduction à la Politiques II	3-Credits
SEM312	Séminaire :	2-Credits
FRA353	Français II	3-Credits
DRT373	Protocole II	3-Credits
	SEMESTRE V	21
MKT373	Marketing I	3-Credits
ANG373	Anglais Commercial	3-Credits
MKT383	Marketing II	3-Credits
DRT383	Théorie politique contemporaine	3-Credits
DRT393	Droit International Privé	3-Credits
DRT403	La négociation	3-Credits
DRT413	Relations Inter-Américaines	3-Credits
	SEMESTRE VI	20
DRT423	Droit de la responsabilité civile	3-Credits
LDS423	Concept Leadership	3-Credits
DRT 483	Droit International Pénal	3-Credits
DRT493	Technique de Négociation	3-Credits
	8 crédits pour les travaux de de mémoire	
DRT 402	Atelier de préparation d'avant-projet	2-credits
DRT 412	Atelier d'évaluation des littératures	2-credits
DRT 444	Atelier de rédaction de mémoire II	4-credits
DRT 500	Cours : Projet de Mémoire (de 60 à 75 pages) en considérant ces cinq étapes : a) Choisissez un sujet de votre choix b) Présentez votre avant-projet pour la révision et l'approbation c) Rédiger votre mémoire et présenter à votre encadreur et le département de recherche pour la révision d) Présentez votre mémoire finale pour la défense e) Réussissez votre soutenance	

Total crédits 120-126

Cours : Projet de Mémoire (de 60 à 75 pages)

Thèse de mémoire ou projet de mémoire : Ce cours final se termine sur toute la durée des études et recherches nécessaires de ce programme. Si l'entreprise est très impliquée cela nécessitera une attention soutenue.

L'étudiant fait le choix de son propre sujet de recherche et le soumet à la Commission de révision de la thèse. Après l'approbation du sujet de recherche, une proposition contenant les trois premiers chapitres, table des matières et une bibliographie partielle doivent être soumis à la Commission de révision.

La Commission de révision examinera la proposition de recherche. Le conseil d'administration doit approuver avec des recommandations ou nier. Si la thèse est refusée, une redevance distincte sera nécessaire pour les révisions. Les étudiants sont les seuls responsables de présenter le projet de recherche comme on l'exige. Pour la première fois, ils doivent éviter toute proposition de refus et des frais supplémentaires.

Lors de l'examen final et le classement du dernier projet de recherche et la soutenance, l'étudiant présentera trois (3) copies pour les membres du jury. Après la soutenance et correction, deux exemplaires sont remis au secrétariat. Un est signé par le président et les membres du jury, et retourné à l'étudiant et une copie restera comme la propriété de Cornerstone Christian University.